DDomaine Public DP

869

J.A. 1000 Lausanne 1 25 juin 87
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

Ouagadougou, aux portes de Genève

Aux intellectuels, le débat sur les ambiguïtés de l'aide au développement. Au parlement, la compétence d'adopter les crédits d'aide publique aux pays du tiers-monde. Le crédit de programme de 2100 millions pour les trois prochaines années, qui vient d'être voté, manifeste la volonté des autorités d'aligner l'effort de la Suisse sur celui des pays riches.

A l'administration et aux oeuvres privées d'entraide, le soin d'élaborer les projets d'aide et de les réaliser sur le terrain. Une affaire de spécialistes et de militants.

L'opinion suit de loin et répond avec plus ou moins d'empressement aux sollicitations financières dont elle est l'objet. Mais l'image qu'elle a du tiers-monde reste floue, abstraite, dominée par le catastrophisme: quand les pays pauvres font irruption dans notre intérieur, par écran ou journal interposé, c'est à l'occasion d'une famine, d'un tremblement de terre ou d'un coup d'Etat. Des images négatives pour des événements exceptionnels, qui ne rendent pas compte de la réalité complexe de ces pays.

Images-choc qui ne contribuent pas à combler les distances.

L'expérience tentée par "Temps présent" allait plus loin: présenter aux téléspectateurs romands les difficultés auxquelles est confronté un hôpital d'Ouagadougou, susciter un élan de solidarité puis montrer quelques mois plus tard les résultats concrets de cette action; diffuser encore le reportage de la télévision africaine sur un grand hôpital romand. Une entreprise d'information intéressante, mais par trop isolée.

La prise de conscience du sort commun des peuples de la planète et de la solidarité nécessaire à la solution des problèmes de l'heure exige plus. La sympathie naît de l'identification possible, de la découverte des points communs. Et seule une information régulière et concrète

peut répondre à cette exigence. Prenons l'exemple genevois. Le canton et certaines communes financent plusieurs projets de développement proposés par des organisations privées, groupées au sein de la Fédération genevoise de coopération. Cette politique reste largement confidentielle, malgré des efforts louables: conférence, films, expositions.

Imaginons. La presse locale fait taire pour l'occasion ses rivalités, elle met en commun ses forces pour proposer aux lecteurs une chronique régulière. Objectif: informer le public genevois sur un certain nombre de projets, sur les réussites et les difficultés du village de la région, du pays. Pour que l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie prennent un visage, une identité. Les plus grands quotidiens envoient régulièrement un journaliste pour couvrir les courses de formule 1.

Informers les contribuables sur des actions qu'ils aident à financer, rendre proche une réalité que l'ignorance plus que la géographie fait lointaine justifie pour le moins un semblable effort. Ainsi Ouagadougou, San Pedro de Iguape et Penang deviendraient notre actualité.

JD

Numéros un

■ La dernière livraison du bulletin de la fédération romande de publicité contient deux encarts vantant les grands quotidiens genevois. Cherchant à attirer les annonceurs de la branche automobile, la *Tribune de Genève*, "le quotidien le plus diffusé dans le canton", rappelle que la République du bout du lac est l'Etat le plus riche et le plus motorisé du pays. *La Suisse* pour sa part, assure, chiffres contrôlés à l'appui, être "N° 1 à Genève", tant pour le tirage que pour la diffusion ... qui faut-il croire?

Vache sacrée

■ (jd) La diffusion par la TV allemande d'un film du Suisse Roman Brodmann sur l'initiative pour la suppression de l'armée a suscité quelques vagues outre-Sarine.

Répondant à des parlementaires irrités par cette diffusion, le conseiller fédéral Koller s'est déclaré choqué qu'une chaîne de télévision publique montre une émission aussi tendancieuse sur l'armée d'un pays ami. Quelle mouche a donc piqué le nouveau chef du département militaire? Même des proches de l'administration militaire ont trouvé le ton du magistrat déplacé dans une affaire de peu d'importance. Une réaction qui n'augure rien de bon pour le débat qui va s'ouvrir au sujet de l'initiative "pour une Suisse sans armée".

Une semaine plus tard le même Arnold Koller est interpellé par l'écologiste appenzellois Maeder: que pense le Conseil fédéral des lettres du général Wille à sa femme, publiées récemment par la *Weltwoche*, dans lesquelles il dénonce la couardise du Conseil fédéral d'alors, incapable de se décider à prendre le parti de l'Empire allemand contre la France? De tels propos n'ont-ils pas affaibli le crédit de l'armée? Réponse prudente du gouvernement: on ne peut juger du rôle historique d'une personnalité sur la base de quelques citations.

Le poids des faits

Au cours du débat au Conseil des Etats sur la stratégie de lutte contre la pollution de l'air, le radical zougais Andreas Iten a cité une expérience menée dans son canton: des jeunes plants de hêtres et d'épicéas ont été placés dans deux serres à 990 mètres d'altitude, l'une à l'air ambiant, l'autre ventilée avec de l'air filtré. A l'automne 1986, soit après la première période de végétation, on a pu observer une croissance inférieure de 19% pour les épicéas et de 8% pour les hêtres soumis à l'air ambiant. En juin 1987, 61% des hêtres exposés à l'air ambiant étaient morts ou endommagés contre 21% seulement pour ceux qui avaient bénéficié de l'air filtré.

Béjart à Lausanne

■ (réd.) Difficile quand on chasse la vedette de n'avoir pas l'air un peu provincial. Alors que la Holding du Lausanne-Ouchy pour étudier un plan d'extension à la Vallée du Flon hésitait, après Musy-Vallotton, entre Bôfil et Botta, la municipalité, elle, courait après Béjart et les ballets du XX^e siècle (finissant).

Mais quand, capitales européennes entre toutes, Paris et Bruxelles sont aussi rabatteurs, on est lavé du soupçon de provincialisme.

L'arrivée de Béjart à Lausanne, où se déroule déjà le concours international de la danse de haute renommée, crée sur cet art un regroupement dynamique. Paradoxal, les Vaudois sont du type "terrien", y compris les Lausannois si l'on en juge à l'aune de leurs deux derniers syndicats. Passeraient-ils, par transfiguration quasi transsexuelle, au type aérien de danseur? La métamorphose est plaisante: des sylphes et des elfes.

La question débattue est de savoir si l'"acquisition" de Béjart se fait

au détriment des créations locales. Mais il faut admettre que, notamment dans le domaine de l'opéra, les spectacles sont des acquisitions, qui se négocient sur un marché international. Béjart, à Lausanne, en est une aussi, de nature analogue.

Certes, ceux qui, artistes locaux, ont "quémandé" quelques centaines de milliers de francs peuvent trouver amer, peut-être, que la baguette magique fasse surgir les millions. Cette différence de traitement est inévitable pourtant dès qu'on entre dans le vedettariat que ce soit à la télévision ou sur un stade. Seulement la municipalité de Lausanne, pour se laver du reproche de prendre dans une caisse pour alimenter l'autre, devra augmenter encore, notamment en faveur des activités créatrices, son budget à la culture.

On ne sait si l'effet Béjart créera une dynamique culturelle, mais à coup sûr, une dynamique budgétaire. Choisir Béjart, c'est choisir une priorité qui le dépasse.

CONTROLE

Avec la délégation des finances

■ (ag) La délégation des finances des Chambres fédérales est un organe tout-puissant, composé de trois conseillers aux Etats et de trois conseillers nationaux. Elle dispose d'un pouvoir de contrôle sans limite dans le domaine financier. Elle reçoit les rapports des inspecteurs, elle se prononce en procédure urgente sur les demandes de crédit, etc.

Son rapport est riche en renseignements.

Par exemple, l'examen du bilan de la Confédération fait apparaître l'importance des sommes avancées au GRE (garantie contre les risques à l'exportation).

La limite du milliard est bientôt atteinte, les industriels qui en ont bénéficié ayant été couverts aussi bien contre certains risques monétaires que contre les défauts de paiement de leurs débiteurs.

La GRE, qui fonctionne comme une assurance et qui perçoit des cotisations auprès de ses mem-

bres, apparaît dès maintenant comme incapable de rembourser une telle somme.

Dès que la Confédération aura renoncé, partiellement, au remboursement de cette dette, il y aura eu de fait subvention de l'Etat à des entreprises dont certaines distribuent des bénéfices!

Les industriels demanderont néanmoins l'assainissement de la GRE en réclamant: "Moins d'Etat!".

Plus divertissant. L'Office fédéral du personnel s'efforce de lutter contre les promotions de dernière heure des fonctionnaires, promotions dont le but est d'assurer une retraite améliorée.

La délégation insiste sur l'importance de cette pratique. Elle écrit: "les promotions peu avant la retraite ne peuvent être accordées que dans des cas d'exception clairement motivés". La direction générale des PTT a dû faire partie des exceptions motivées!

Nos informateurs de Paris

■ (cfp) Paris, capitale de la mode et d'une certaine douceur de vivre (largement mythifiée), est également un centre important pour l'information. La presse suisse y entretient des correspondants pour deux agences, un grand éditeur, neuf quotidiens, la radio et la télévision. *Mediasid 87*, 13^e édition de l'aide-mémoire de presse publié par le Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre français, consacre à ces Helvètes 3 pages de la brochure sur "les 2500 noms de la communication".

L'Agence télégraphique suisse et la Correspondance politique suisse ont un bureau parisien. La correspondante de l'ATS fait également partie de l'équipe de la SSR. Le bureau du Quai Voltaire dessert les quotidiens, les hebdomadaires et autres publications du groupe Ringier.

Neuf quotidiens, cinq romands et quatre alémaniques sont sur la liste du SID: *24 Heures*, *La Tribune de Genève*, *La Suisse*, *La Liberté*, *le Journal de Genève*. Par voie de conséquence *Le Courrier* et *La Gazette de Lausanne* bénéficient aussi des services d'un correspondant parisien. A noter que *La Liberté* et *La Suisse* ont une

correspondante commune, tout comme *La Tribune de Genève* et la TV romande.

Un journal alémanique, la *Neue Zürcher Zeitung*, a deux correspondants dont un pour les affaires générales et l'autre pour les questions économiques. *Le Bund* a un correspondant pour les questions économiques, et partage avec la *Basler Zeitung* un correspondant pour les questions générales. Enfin le *Tages Anzeiger* a un correspondant propre pour l'ensemble de l'information.

La Radio romande (RSR) a trois correspondants, la TV romande en a un, alors que la radio suisse alémanique et la radio suisse italienne en ont chacune un. Seule la Télévision alémanique n'en a pas.

Au total dix-sept noms sont cités.

Difficile de dire si cette armada trouve sa pleine justification dans la qualité et l'originalité des informations qu'elle fournit; les dizaines de milliers d'exemplaires de journaux et revues de l'Hexagone qui pénètrent en Suisse ainsi que la radio et la télévision, sans oublier le minitel et autres gadgets électroniques donnent à ceux qui le désirent les moyens de se faire une opinion personnelle sur la vie de notre grand voisin.

Nos journaux, qui se plaignent souvent de manquer de moyens pour couvrir la locale pourraient peut-être y concentrer leurs forces vives; les correspondants à l'étranger coûtent cher.

Anticipations genevoises (1938)

■ (cfp) Les indépendantistes genevois de 1987 n'ont rien inventé. En 1938, le numéro 5 (2^{ème} année) de *La Nouvelle Genève*, organe bimensuel d'initiative et d'essor économique, publiait une "Proclamation du chef de l'économie genevoise" du 21 février 1988. Quelques extraits:

"La population genevoise est enfin réveillée après un siècle de léthargie. Des centaines de voyageurs orientaux viennent de débarquer à la gare internationale de la Praille du rapide aérodynamique Athènes-Rome-Mt Blanc-Genève-Paris-Londres. Ils viennent traiter d'immenses affaires ou amènent leurs enfants poursuivre leurs études. Une grande Bourse du Troc est installée au no 126 du Boulevard Européen qui va de la Chaussée des Acacias à la gare de la Praille".

Qu se souvient encore de *La Nouvelle de Genève* et du Troc (avec majuscule svp)?

Mauvais contact

■ Entre journalistes et chefs d'entreprises, le courant passe plutôt mal. C'est ce qui ressort d'une enquête américaine, commentée dans *Construire*, et dont les conclusions seraient également valables pour la Suisse. Les milieux économiques reprochent aux gens des médias leur mauvaise connaissance des sujets et leur goût du sensationnel. "La presse devrait se cultiver en matière économique" suggèrent les patrons, qui reconnaissent toutefois que leur propre attitude vis-à-vis des médias n'est pas exempte de critiques. Les chroniqueurs économiques romands distribuent un prix à la personnalité qui s'est distinguée par sa disponibilité, son ouverture et la qualité de ses informations. Justement baptisé "Prix Contact", cette récompense ne sera pas attribuée cette année, et ceci pour la seconde fois en trois ans.

Bouclement des comptes 86 plutôt favorable pour la SA du Journal de Genève. Le contrat d'affermage avec la *Gazette de Lausanne* a été prolongé jusqu'en 1992. Au dernier contrôle (avril 87), le tirage du *Journal* est passé à 22 254 exemplaires (+11,8%), celui de la *Gazette* à 10 173 (+4,4%) et celui de la *Nouvelle Revue de Lausanne* à 10 202 (+7,1%). Les trois quotidiens, regroupés pour l'acquisition publicitaire sous l'appellation de Groupe romand, ont ainsi un tirage cumulé de 42 629 exemplaires. Ce chiffre équivaut au tirage total des huit quotidiens socialistes de Suisse alémanique.

MEDIAS

Les radios locales suisses ont déjà dépassé la moitié de leur période d'essai. 33^e et probablement dernière à obtenir une concession, Radio BeO (Oberland bernois) vient de démarrer.

Fin (provisoire?) des inquiétudes des typographes romands quant à l'avenir de leur presse fédérative. Depuis la parution, en octobre 86, du numéro zéro de *Rotation*, qui aurait dû être l'organe unique et trilingue du Syndicat du livre et du papier (SLP), la section romande n'avait cessé de tirer à boulets rouges contre ce projet "mal ficelé". L'assemblée des délégués du SLP vient de renoncer au projet de fusion. Le *Gutenberg* continuera donc sa carrière, avec des informations en français et en italien.

Le nucléaire déclassé

■ (*mam*) Alors que la Suisse se demande (pas trop ouvertement) si elle construira un jour une sixième centrale nucléaire, les experts du monde industrialisé ont commencé à se pencher sur les problèmes que poseront les quelque 400 installations existant actuellement, lorsqu'elles seront arrivées au terme de leur courte vie. Deux certitudes: une centrale nucléaire ne peut guère servir à produire du courant électrique que pendant 30 à 40 ans et son démantèlement coûtera cher.

Le déclassement des centrales nucléaires arrivées en bout de course a cessé depuis quelques années d'être un problème théorique. Un nombre croissant de grandes installations sont d'ores et déjà définitivement stoppées en vue de leur démantèlement. En RFA, par exemple, cinq réacteurs, d'une puissance variant entre 100 et 250 mégawatts attendent une décision. Le plus ancien s'est arrêté en 1977 après dix années de fonctionnement. Les Américains se penchent également sur le problème. Selon un article paru dans le *Christian science monitor* (11 mai 87), seule la petite centrale de Shippingport (72 mégawatts) serait entrée en phase finale de déclassement. La cuve du réacteur sera coulée dans du béton et entreposée dans une décharge. On estime qu'il y aura aux Etats Unis 66 installations ayant atteint l'âge de la retraite en l'an 2010.

Dans ce domaine toutefois, c'est l'Europe qui semble devoir jouer les pionniers. En effet, les compagnies d'électricité américaines viennent de se faire tirer les oreilles par la Commission de réglementation nucléaire qui propose au Congrès un plan les obligeant à créer un fonds qui couvrira les frais de démantèlement. Certaines n'y avaient même pas pensé – libéralisme oblige!

La technique adoptée pour Shippingport, par exemple, fait sourire pas mal d'experts européens.

Des vaches à Mühleberg

De ce côté-ci de l'Atlantique, on planche sur le sujet avec un sérieux que

saluent même les anti-nucléaires les plus acharnés.

Jacques Rognon, sous-directeur des Forces motrices bernoises et responsable du département combustible nucléaire pour la centrale de Mühleberg rappelle qu'en 1981 les exploitants de centrales avaient dû fournir

au DFTCE un rapport sur les problèmes de déclassement. "Prouvez-nous que nous pourrions envoyer des vaches paître sur les sites de vos usines" demandaient à l'époque les services du département de Willy Ritschard.

Même si nous n'en sommes pas encore là, M. Rognon est relativement confiant dans l'avenir. En Suisse, Beznau et Mühleberg seront vraisemblablement les premières centrales à s'arrêter. La durée de vie est déterminée par la résistance d'un certain nombre de pièces maîtresses dont principalement la cuve qui entoure le réacteur. Soumis à un bombardement constant de neutrons, l'acier dont elle est faite se modifie peu à peu dans sa structure cristalline et

CHAUFFAGE NUCLEAIRE

Gardez vos distances

■ Selon Jacques Rognon, une solution possible au problème du déclassement serait de transformer les centrales électronucléaires en usines à chaleur, tournant à beaucoup plus basse pression (voir ci-contre), afin d'en prolonger la durée de vie. L'idée n'est pas vraiment nouvelle, on sait qu'une centrale nucléaire produit des quantités énormes d'eau chaude qu'il est tentant d'utiliser.

Un réseau est déjà en place dans la région de Beznau, qui fournit le chauffage à huit communes, ainsi qu'à l'Institut de recherches de Würenlingen.

Beaucoup plus ambitieux, le projet Transwal s'adresse à dix-huit communes et prévoit des investissements de l'ordre du demi-milliard. Les partisans de la chaleur nucléaire mettent en avant le côté écologique de l'opération: Transwal permettra de réduire considérablement les émissions toxiques dues aux chauffages individuels.

L'opposition se recrute aussi bien dans les milieux pétroliers et ga-

ziers, qui craignent une concurrence redoutable, que parmi les mouvements verts-alternatifs. Pour ces derniers, pas question de cautionner une opération qui vise à empêcher pour longtemps la mise à l'arrêt de Beznau.

Les citoyens des dix-huit communes concernées seront appelés à se prononcer en votation populaire. Un premier test a eu lieu le week-end dernier portant sur quatre communes: deux ont refusé le projet et deux l'ont accepté dont une, Baden, la "Mecque suisse du nucléaire" à une très courte majorité ... de six voix!

"Le recours à la chaleur à distance d'origine nucléaire est une question de volonté politique" avait dit un jour le directeur de l'Office fédéral de l'énergie ... effectivement

Les communes soleuroise de la région de Gösigen ne veulent pas de cette chaleur-là, pas plus que la ville de Berne, qui a refusé d'utiliser les rejets de Mühleberg pour chauffer Bümplitz.

sa résistance s'amoindrit. En l'état actuel de nos connaissances, il semble qu'après trente à quarante ans de fonctionnement, la cuve ne soit plus capable de supporter la très forte pression (de l'ordre de 70 atmosphères) nécessaire à la production d'électricité. Il faudra alors stopper le réacteur, ou réduire la pression.

Pourvu que ça tienne

Ces explications laissent le physicien Pierre Lehmann quelque peu sceptique: *personne ne peut dire avec exactitude quel sera l'état de la cuve après trente ans de fonctionnement. Le raisonnement est basé sur un pari. La détérioration de la cuve est progressive et constante; on va admettre à un certain moment qu'elle n'est plus sûre en pression, alors même qu'elle l'était à l'instant d'avant. Il y a là une période de sécurité douteuse.*

Le risque de fissures de la cuve signifie-t-il obligatoirement l'arrêt définitif de la centrale? Pour Jacques Rognon, deux autres solutions sont envisageables:

● On peut décider de ne plus produire d'électricité, mais simplement de l'eau chaude pour le chauffage à distance. Ce procédé permet de diminuer considérablement la pression et prolongerait quasi indéfiniment la vie de la centrale. *Certes, admet Pierre Lehmann, mais la pression diminue simplement parce que la vitesse de circulation de l'eau augmente, la puissance restera la même et par conséquent la centrale produira toujours autant de déchets.* Pour Robert Locheed, anti-nucléaire de la première heure, l'option du chauffage à distance est également un problème politique. Il s'agit de faire admettre cette chaleur nucléaire aux populations, avec en filigrane la nécessité de construire d'autres centrales pour produire l'électricité que ne fabriquent plus les nouvelles usines à chauffage. C'était en gros les arguments des opposants au projet Transwal. Le week-end dernier, ils semblent avoir convaincu une bonne partie de la population résidant autour de Beznau (encadré).

● Seconde solution envisageable: des techniques actuellement à l'étude "pourraient" permettre de "rajeunir" l'acier de la cuve. Le procédé n'est pas encore au point, on ne peut donc en parler que sur le mode spéculatif. Cette sorte de "solution-miracle" serait toutefois bienvenue si l'on considère le nombre de centrales qui vont devoir s'arrêter dans les prochaines années et, accessoirement, le coût des différentes procédures de déclassement.

Et si l'on démontait ...

Transformées en chaudières ou "rajeunies", les centrales finiront de toute façon par s'arrêter un jour. Dans les années septante, les milieux anti-nucléaires craignaient de les voir couler dans d'immenses pyramides de béton, mausolées laissées en héritage à nos descendants pour commémorer la folie des hommes du XX^e siècle.

Les solutions envisagées aujourd'hui sont plus discrètes, à défaut d'être plus sûres. Il est vraisemblable que les centrales arrivées en fin de vie seront laissées en l'état pendant quelques années afin que décroisse la radioactivité intérieure. C'est le sort de toutes celles qui se sont arrêtées jusqu'ici, puisqu'à part Tchernobyl, aucune usine n'a encore été neutralisée définitivement.

Puis on passera au démontage, au moyen de machines télécommandées. Selon un rapport de la Commission des Communautés européennes, chaque réacteur "fournira" lors de son démantèlement entre 8 et 22 000 tonnes de déchets faiblement et moyennement radioactifs. En Suisse, la gestion de ces déchets est d'ores et déjà prévue dans la planification de la CEDRA ... bonne nouvelle, souhaitons que d'ici là elle ait réussi à creuser un trou pour les y enfouir.

Combien pour tout cela?

Contrairement à ce qui se passe aux Etats Unis, les compagnies électriques européennes ont toutes prévu les frais de déclassement dans leurs plans financiers. Les Suisses s'y sont mis il y a un peu plus de cinq ans et le consommateur paie déjà avec sa facture de courant les frais de fin de vie des centrales.

Il leur a fallu le temps et la pression de la population, mais ils s'y sont mis sérieusement, note Robert Locheed. Rejoint dans ses estimations par les experts de l'EDF, Jacques Rognon pense que la facture du déclassement atteindra 10 à 15% du coût de construction d'une centrale (environ deux milliards), *une somme évidemment gigantesque exprimée en francs, mais qui reste modeste si l'on considère le prix total du nucléaire.*

... En attendant les dépassements. Budgetée à deux milliards, Leibstadt en a finalement coûté cinq. Les électriciens semblent décidés à prendre leurs responsabilités pour nous débarrasser de leurs jouets dangereux; on attend maintenant leurs réponses à la double question des déchets et de la sortie du nucléaire

DESARMEMENT

Les neutres et les armes conventionnelles

■ (ag) Derrière l'accord sur les euro-missiles, et il semble que les principaux obstacles ont été levés au sein de l'alliance atlantique, se profile une négociation sur les armes conventionnelles.

L'Europe, qui a tant crié au déséquilibre des forces classiques, ne pourra pas se dérober (aurait même intérêt) à porter la discussion sur ce terrain. Mais quelle Europe? car il n'est pas de pays qui n'ait une armée conventionnelle. Dont la Suisse, bien sûr.

La France qui ne veut pas apparaître prisonnière de l'OTAN insiste pour que tous les pays européens y soient associés, plus exactement les trente-cinq, membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dont la Suisse fait partie.

Le mandat aux négociateurs pour le désarmement des forces conventionnelles serait donné par la CSCE.

Les neutres et les non-alignés ne participeraient pas aux négociations réservées aux membres de l'alliance atlantique et du pacte de Varsovie, mais ils seraient tenus informés.

La Suisse aura donc à définir sa position. A verser au dossier, dans l'attente de la prise de position du Conseil fédéral.

L'INVITE DE DP

Acte médical: le consentement éclairé du patient

L'acte médical constitue une atteinte à la personne qui le subit. Pour être conforme au droit, il doit être prévu par la loi (hypothèse assez rare, par exemple, vaccination), imposé par les circonstances (par exemple, patient inconscient n'ayant pas donné d'instructions) ou, c'est le cas le plus fréquent, exécuté avec le consentement de celui à qui il est administré.

Ce consentement doit être "éclairé", c'est-à-dire, avoir été donné en connaissance de cause. Il entre par conséquent dans les obligations du médecin d'informer complètement son malade. Les jugements des tribunaux sont encore relativement rares en Suisse (au contraire des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale). On dispose toutefois d'un ouvrage de référence remarquable et récent, d'Olivier Guillod⁽¹⁾.

Ce sont deux aspects de la question, un peu négligés, que j'aimerais évoquer ici.

Y a-t-il vraiment une très grande envie de la part des individus à être exactement informés? C'est loin d'être établi. Souvent, le patient ne retient de ce que lui dit le médecin que ce qui lui convient. Ce filtrage, conscient ou inconscient, vicie la qualité de l'information indépendamment de la compétence et de la patience de celui qui la donne. Une écoute attentive des conversations de bus ou de bistrot, mieux encore, la participation à de tels échanges est édifiante. Cette tendance à ne pas avoir la volonté de connaître la "vérité" explique, en partie, le succès de la littérature zaraïenne, des magnétiseurs, des sorciers, des faiseurs de secret et des chosopathes de diverses obédiences: ils ne diagnostiquent pas, ils n'expliquent pas (que seraient-ils d'ailleurs capables d'expliquer!), ils promettent.

Le malade éclairé acquiert un statut nouveau: il participe aux choix; ou même il les fait. Ce peut être lourd. Pas tant lorsque,

pour soigner une grippe banale, il faut se déterminer entre ne rien faire et attendre, alité, la guérison ou la prise de médicaments forts permettant de travailler. Mais lorsqu'une chimiothérapie lourde (et c'est pénible, comme traitement...) est proposée à un cancéreux par une médecine, déconseillée par une autre, le malade doit choisir. Ici, c'est sa vie qui est en jeu. On lui a donné toutes les informations: statistiquement, il sait, par exemple qu'en refusant, il n'a qu'une chance infinitésimale de s'en sortir, qu'en acceptant, le taux passe à 15 ou 20%. Ou il sait que les connaissances médicales ne permettent même pas de lui donner de tels renseignements. Certes, en termes de dignité humaine abstraite, c'est bien: il décide librement. Mais ceux qui sont passés par là savent qu'il y a des moments difficiles.

Peter Noll, professeur de droit à Zurich, atteint d'un cancer de la vessie, avait choisi de mourir debout, sans traitement. Au moment du choix: 0% de chance sans traitement, 25 à 30% et des mutilations avec. Il n'a pas cédé, mais le 23 janvier 1982, il écrivait: "C'est bien la tentation à laquelle succombent la plupart des malades, même quand les opérations n'offrent pas de chances de succès: on s'en remet tout simplement à l'hôpital, alors ce sont les autres qui se soucient de vous et décident pour vous, font ceci ou cela, et l'on sait que tout ce qu'il était encore possible de faire a été fait. Quelle sorte d'apaisement est-ce donc là? Redevient-on un enfant?"⁽²⁾.

Il est mort le 9 octobre 1982.

Je ne pense pas qu'il soit opportun de changer de méthode, de revenir à l'ancien système du quasi-secret. Il était évidemment mauvais. Mais il faut éviter l'excès contraire, celui qui consiste à donner une information complète, mais souvent formelle et standardisée. On doit la vérité au malade pour qu'il soit associé au choix du traitement, mais pas pour lui renvoyer tout le poids de ce choix.

Philippe Bois

(1) *Le consentement éclairé du patient*, Ides et Calendes, Neuchâtel, 1987.

(2) *Choisir sa mort*, Zurich, 1984, traduction française Paris, 1987.

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Ph. Bois est professeur de droit aux Universités de Neuchâtel et Genève.

CHOMAGE LONGUE DUREE

Sauver les meubles

■ Le chômage longue durée, auquel nous avons récemment consacré un dossier (DP 859) touche plus de 11 000 personnes en Suisse.

Oubliés de la statistique, ces travailleurs en général âgés et peu qualifiés n'ont guère d'autre ressource que de s'adresser à l'assistance publique, avec tout ce que cela peut engendrer d'angoisses, de honte, voire de désespoir.

Dans ce contexte, l'initiative de Caritas-Jura (mentionnée dans le numéro de juin du mensuel *Le Monde du travail*) mérite d'être soulignée. Depuis plus d'une an-

née, 10 personnes ont pu trouver un emploi régulier et normale-ment payé grâce à la mise sur pied d'un service de récupération de meubles et vêtements usagés qui alimentent les magasins de Caritas. La vente proprement dite couvre plus de 20% du budget, le solde étant financé par l'Ofiamt, le canton du Jura et les communes.

Dans le bus qui sillonne les routes pour récupérer ces objets, souvent pratiquement neufs, se côtoient les difficultés des uns et l'opulence des autres... un gaspillage qui, pour une fois, peut être utile et utilisé.

Monsieur le rédacteur

Naturellement, je n'ai pas de conseils à vous donner – mais juste pour vous montrer l'intérêt que je prends à votre quotidien:

Au cas où vous ne sauriez pas que faire de vos capitaux; au cas où vous aimeriez les faire modestement fructifier... Au cas où dans le même temps, vous aimeriez prendre part à la défense de l'Occident et des valeurs qui nous sont chères – travail, famille, patrie...

(Remarquez: ce que je vais vous dire concerne l'Italie, et je tire mes renseignements de la *Luce*, hebdomadaire des protestants du Piémont, en date du 15 mai – mais on devrait pouvoir trouver en Suisse des possibilités similaires)

Au cas, donc, où vous aimeriez mettre en pratique l'enseignement de l'écriture (au fait: est-ce bien dans l'écriture qu'on rencontre le dit enseignement?): *Charité bien ordonnée commence par soi-même* – j'attire votre attention sur les banques italiennes:

La *Nuovo Banco Ambrosiano*, par exemple, prête 20 millions de dollars à la ville de Johannesburg et 72,7 millions à l'Afrique du Sud;

le *Istituto Bancario S. Paolo Torino*: 20 millions à Johannesburg, et à ESCOM (je ne sais pas ce que c'est – une entreprise à caractère social, assurément) 292,4 millions;

la *Banca Commerciale Italiana*: 20 millions à Johannesburg et 83,6 millions à la République d'Afrique du Sud...

Etc, etc. En tout, quelques milliards.

Mais c'est là que ça devient intéressant! Je dois dire très égoïstement que jusqu'à présent, je n'étais pas chaud pour prêter de l'argent à l'Afrique du Sud. Après tout, me disais-je, qu'ils mâtent leurs nègres tout seuls – est-ce que nous, nous demandons de l'aide pour venir à bout des Tamouls?

Je n'avais rien compris!

... L'intérêt de la chose: un intérêt qui varie entre 7,63% et 11,63% – ça vaut tout de même la peine! Vous prêtez mille francs – on vous les rend au bout de 5 ou 10 ans, et chaque année, vous touchez 100 francs!

Si j'étais vous, j'y réfléchirais.

Et puis, si ça vous ennuie de réfléchir, alors lisez Ziegler – c'est curieux, il ne semble pas comprendre notre "intérêt bien entendu". Kaiser non plus, d'ailleurs. Il faut leur pardonner, ce sont des intellectuels.

Pour en revenir au dernier livre de Ziegler, justement: on m'en veut d'avoir dit mon dégoût devant ceux qui "pinaillent"... Et pourtant Dieu sait que j'avais modéré mon propos: entre nous, j'ai de la peine à distinguer entre ceux qui, devant les 4, ou 5, ou 6 millions de victimes des KZ, s'écrient: "Ah! mais... C'est que les témoignages sont douteux! Un tel prétend que Himmler était à Auschwitz le 2 août, alors qu'il est démontré qu'il n'y vint que le 4!" – et ceux qui, devant... non pas les millions de morts de faim (c'est vrai: tout le monde est d'accord là-dessus!), mais le *parallélisme* qu'il y a entre ces morts et le commerce des armes (pratiqué même par la Suisse), les dépenses pour les armes, à l'Est comme à l'Ouest, disent: "Ah! mais... C'est qu'il y a des différences sensibles entre la version russe et la version française!"

Parlons sérieusement: j'ai éprouvé une surprise en lisant le dialogue Ziegler-Popov, dont je ne sais si je dois me réjouir ou m'inquiéter. Je m'attendais à un *consensus* à base d'antiaméricanisme, évitant certaines questions, par exemple l'Afghanistan. Or de *consensus*, point! "Vous êtes vraiment un partenaire difficile!" s'écrie Popov à l'adresse d'un Ziegler, qui estime les responsabilités partagées dans l'échec des pourparlers sur le désarmement.

Du moins, ils dialoguent – si vous connaissez un autre moyen d'éviter éventuellement le pire...

JC

Depuis le 8 mai, le Liechtenstein préside pour six mois le Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

En Appenzell-Rhodes-Intérieures, les élections des députés au Grand Conseil ont lieu chaque année.

Les profs font-ils de bons politiciens? Selon une enquête de l'Association suisse des enseignants, ils étaient à fin 86 126 députés, répartis dans les 26 Grands Conseils des cantons (15 maîtres primaires, 72 secondaires et 39 maîtres professionnels).

EN BREF

Les Archives sociales de Zurich partagent avec la ville de Moscou le privilège de posséder un des deux exemplaires connus de la première édition du *Capital* de Karl Marx. Bien fournies également au niveau de l'actualité, les Archives sociales reçoivent régulièrement 1200 journaux et périodiques.

La commune de Mûres, en Haute-Savoie, n'a connu, depuis la fondation du PCF en 1920, que des maires communistes ou sympathisants du parti.

Les citoyens de la ville de Zurich ont accepté la réduction à sept membres de leur Exécutif, proposé par les radicaux (voir DP 868). Le changement n'entrera pas en vigueur avant les prochaines élections, prévues pour dans trois ans.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

André Gavillet

Charles-F. Pochon

Points de vue:

Jeanlouis Cornuz, Philippe Bols

Abonnement:

63 francs pour une année

40 francs jusqu'à fin 87

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Domaine Public

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Où donc avait passé le XIX^e?

■ (ag) Les robes n'étaient pas romaines, ni les barrettes cardinales, donc le cortège qui, cérémonialement, s'avancait dans la nef gothique ne devait pas être une procession. Les clercs de l'Académie se souvenaient de la naissance théologique de leur institution. 450 ans plus tard, ils se sont, comme on dit dans le langage mondain, ressourcés. La célébration fut très belle et très digne. Ceux qui s'exprimèrent, s'interrogeant à haute voix sur la vocation présente de l'Université, devaient aussi laisser parler la mémoire, cette reconnaissance par le souvenir (qui dit le toujours connu, le reconnu). LLEE de Berne ne pouvaient être oubliées, au titre de fondateurs. Ils furent ceux de la première pierre et maîtres du Château pour deux siècles et demi. Mais ce qui surprenait, ce fut, dans une étonnante concordance des allocations, l'absence de mémoire pour tout le XIX^e siècle, qui demeure le siècle I de la souveraineté vaudoise. Le souci du Grand Conseil de donner, dès 1806, un statut légal à l'Académie est la première de ces étapes qui par Charles Monnard, Louis Ruchonnet et Eugène Ruffy firent de la Haute Ecole une Université. Célébrant sa naissance, l'Université oubliait sa majorité.

Il est vrai que les clercs et le pouvoir ont pu connaître des conflits. Mais l'omission du XIX^e siècle n'était pas une revanche sur les épurations imposées par Druey: le porte-parole des toges universitaires avait salué, protocolairement et avec respect, les vestons noirs des autorités.

L'effacement du XIX^e siècle a pourtant un sens objectif. Je sais bien qu'une cérémonie n'est pas un cours d'histoire, que l'évolution de l'Université, XIX^e compris, a été présenté dans des cahiers spéciaux, notamment par la *Gazette de Lausanne*, qu'une exposition historique est ouverte au Musée de l'Ancien Evêché, etc...

Mais encore, significatif! Le logo du 450^e nous fait passer directement de la Cité à Dorigny. Le Palais de Rumine, où siège pourtant toujours le Sénat de l'Université, semble n'avoir été qu'une halte pour un séjour transitoire avant le grand déménagement extra-muros.

L'omission du XIX^e tient peut-être à ce que son idéologie ne prépare plus les interrogations des temps présents.

L'Université est aujourd'hui correctement alimentée par le budget; malgré des restrictions de personnel, elle peut former des milliers d'étudiants; au rythme des nouvelles constructions, elle est équipée de façon moderne. Elle jouit d'une assez grande autonomie. Pas de tension importante avec l'autorité politique, ni de rejet du peuple vaudois.

Dans les rangs des étudiants, nul mouvement contestataire observable. L'Université n'est perturbée par aucun courant historique; en roue libre dans une société qui lui fait une grande place: sa responsabilité, autonomie, d'autant plus grande.

Le XIX^e siècle lui assignait une mission: faire progresser la connaissance, donc l'humanité et manifester par son universalité la cohérence du savoir.

Mais aujourd'hui l'enseignement est éclaté à la fois sous l'effet du nombre des étudiants qui exige des maîtres plus nombreux et par la spécialisation toujours plus poussée de la recherche. Le développement est buissonnant, sans véritables échan-

ges interfacultés, sans garantie de cohérence et d'avancée sûre.

Les liaisons du savoir, quand elles sont explorées, sont rarement thématiques, mais portent plutôt sur les instruments de connaissance; d'où l'importance accordée partout à la linguistique, à la sémiologie, aux outils de communication et d'analyse.

On comprend que, dans cette perspective, l'étude des textes bibliques avec des outils linguistiques nouveaux, dans un esprit de libre examen, qui était l'enseignement des premiers professeurs de l'Académie à la Renaissance ait paru plus proche que le progressisme du XIX^e siècle, Viret plus contemporain que Ruffy. Les capacités nouvelles de certaines disciplines qui touchent à la vie, médecine, biologie, posent de surcroît de difficiles et nouveaux problèmes éthiques.

L'Université peut fuir en avant pour échapper à ces interrogations-là: s'affirmer dans la croissance, le management, le buissonnement, car l'interrogation réflexive est difficile, angoissante.

Au jour anniversaire, sous le décorum, cette inquiétude, que traduisait l'omission du XIX^e siècle, était perceptible. A sa manière vaudoise, l'Université découvrait le post-modernisme.

Qu'en restera-t-il dans les lendemains de fête? L'histoire, d'ailleurs, ne se laisse jamais éluder, même vaudoise.

La B.D. reste à Sierre

■ (mam) Entendu l'autre jour à la radio romande, un responsable du festival de la bande dessinée de Sierre notait la proximité du Salon du livre et de la presse de Genève, qui cette année a attribué un prix de 25 000 francs à un auteur de BD. Impérialisme genevois; concurrence déloyale à une manifestation culturelle originale parce que tenue hors de l'axe lémanique?

Pour l'éditeur Pierre-Marcel Favre, le problème ne se pose qu'à ceux qui veulent bien être dérangés. La distance spatiale et temporelle qui sépare les deux rencontres exclut toute concur-

rence. L'organisateur rappelle que le Salon genevois a connu le succès que l'on sait malgré le Salon de Paris, tenu à peine deux mois auparavant. Son but est d'inclure et non d'exclure. Une foire de l'imprimé ne peut pas faire abstraction de la BD, ceci d'autant moins que certains éditeurs de livres "classiques" font également de la bande dessinée, nous ne pouvons tout de même pas demander à Albin Michel de venir sans ses BD. Pour ce qui est des prix, la politique du Salon de Genève est d'offrir une récompense par catégorie, il n'y a donc rien d'extravagant à en donner un aussi pour la bande dessinée qui, qu'on le veuille ou non, est un phénomène bien vivant ... les visi-teurs de l'excellent festival sierrois n'auront pas attendu 1987 pour s'en convaincre.